



Notre organisation a une responsabilité considérable dans la solution de la crise : bien la comprendre, l'expliquer et agir pour amener à bien la dépasser

Une crise majeure du capitalisme qui met à jour le mensonge « libéral »

10 milliards, 100 milliards, 360 milliards, 2500 milliards, les chiffres de l'argent trouvé, dégagé, dépensé, évanoui, depuis quelques semaines dans un monde où les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent, sont hallucinants et font perdre tout sens de la mesure de ce qui se passe.

Qu'est-ce que ça veut dire que ces sommes invraisemblables que nos dirigeants sortent de nous ne savons pas où pour faire nous ne savons pas trop quoi ?

Qu'est-ce que ça veut dire ces milliards dépensés mais pas dépensés (« ce ne sont que des lignes de crédit... ») dans un pays comme le nôtre dont le premier responsable gesticulait encore il y a quelques semaines pour bonimenter : « mais où voulez-vous que je prenne de l'argent pour répondre à vos revendications ? »

Qu'est-ce que ça veut dire ces milliers de milliards jetés dans une chaudière « pourrie » pour tenter de sauver le système financier en faillite d'un système économique déréglé dans un monde injuste et absurde ?

La FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture rappelle qu'il suffirait de 30 milliards de dollars par an pour éradiquer la faim qui accable 923 millions d'êtres humains. Ce nombre vient d'augmenter de 75 millions à cause surtout de la spéculation sur des produits agricoles.

Ce monde est complètement absurde et toxique, comme disent les banquiers en parlant des bulles qu'ils soufflent comme en jouant.

Ces milliards, c'est du travail accumulé. Du travail, du vrai travail, pas de la spéculation destinée à accélérer encore la croissance de la richesse de ceux qui volent le résultat du travail de ceux qui produisent les richesses.

Le travail de centaines de millions de travailleurs, pendant des milliers de jours, dans des conditions diverses mais généralement pénibles. Du travail qui produit des choses qui deviennent des marchandises.

## Un hiéroglyphe à déchiffrer

*« Une marchandise paraît au premier coup d'œil quelque chose de trivial et qui se comprend de soi-même. Notre analyse a montré au contraire que c'est une chose très complexe, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques. »* écrit Marx dans le Capital qui devient, paraît-il, un ouvrage à la mode ces jours-ci. Il ajoute, parlant de la valeur de ces marchandises : *« La valeur ne porte donc pas écrite sur le front ce qu'elle est. Elle fait bien plutôt de chaque produit du travail un hiéroglyphe. »*

C'est cette absence d'évidence de la valeur de la marchandise, couplée à l'exigence intrinsèque de devoir lutter contre la tendance à la baisse du taux de profit du capital, qui permet aux capitalistes, tout à fait logiquement, de mettre sur le marché des valeurs détachées de la réalité des marchandises fabriquées par les travailleurs. Une économie financière spéculative est venue s'adjoindre à l'« économie réelle », puis la déborder, l'assécher. Ce n'est pas un accident. C'est logique.

Mais ces milliards, il va falloir REELLEMENT les payer, et ce ne seront pas les plus riches qui seront désignés pour le faire, tout le laisse à penser.

Ce qui le prouve est cette frénésie concertante qui agite les responsables des pays : G3, G8, G20 au niveau mondial. En France, le gouvernement a beaucoup consulté les institutions financières et les organisations patronales pour « faire face à la situation » et décider des formes de soutien aux entreprises. Mais, il n'y a eu AUCUNE concertation avec les organisations de salariés : bossez, produisez et fermez vos gueules. On est là pour réfléchir à la situation et arranger le massacre.

On parle du retour de l'Etat dans la vie économique, mais c'est pour socialiser les pertes, parce qu'il est urgent de trouver des sous pour éviter l'effondrement de tout le système.

Mais si le système est le responsable de cette crise ? Le gouvernement, comme les autres gouvernements, use de sa garantie, **mais seulement pour que tout reparte comme avant.**

L'exemple le plus récent est celui de l'entreprise Renault qui ferme ses usines pendant quelques semaines, licencie des centaines de travailleurs précaires, et maintient le versement de dividendes à ses actionnaires **à hauteur de 1 milliard d'euros...**

Les dirigeants prétendent moraliser ce système en imposant un contrôle des risques. C'est une supercherie, une escroquerie volontaire des gardiens du dogme libéral qui tentent, ces jours-ci, de le faire oublier.

Le contrôle des risques est une chimère, une incapacité principielle insurmontable : Est-ce que ces braves gens ont proposé de dénoncer le traité de Lisbonne ? Ont-ils proposé de seulement abandonner l'article 63 (ex article 56 du traité constitutionnel européen) du chapitre 4 : les capitaux et les paiements : *« 1. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites... »* ?

La seule solution à cette crise majeure du capitalisme est, immédiatement, de prendre en compte les difficultés des salariés, d'augmenter les salaires, de rétablir des moyens suffisants pour renforcer les services publics, de donner la parole et l'initiative aux salariés.

## Les salariés doivent imposer une solution en faveur des travailleurs, en partant de la crise

Le 15 mars 1944, le conseil national de la Résistance adopte son programme, dans des conditions économiques et sociales désastreuses.

Ce programme prévoit que des réformes indispensables seront promues, parmi lesquelles la constitution d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale.

Sont également prévues l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières, une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général.

La situation de l'économie mondialisée d'aujourd'hui est différente de l'économie de 1944. Cependant, des mesures doivent être prises au niveau européen et mondial : protection de l'épargne des salariés qui compose l'essentiel des liquidités utilisées par les banques, politique monétaire dédoublée en imposant un taux d'intérêt de l'économie réelle complètement découplé de celui de l'économie financière, nationalisations réelles, avec des contreparties de décision, des secteurs du crédit et de l'épargne, sortie du financement de l'économie du marché financier, financement des plans internationaux de lutte contre la faim, pour le développement de la santé, pour l'égalité entre hommes et femmes, etc., etc. Sans oublier, bien sûr, le développement du droit d'organisation et d'intervention des salariés dans leurs affaires, celles du monde économique, l'augmentation des salaires, l'arrêt de la précarité salariale, la lutte contre la xénophobie, la lutte contre la pollution.

En France, les propositions avancées par la FSU expliquent que, non seulement ce n'est pas aux salariés de payer la casse : ils ont déjà largement donné, mais encore il faut songer à sortir de cet engrenage fatal qui broierait tout si on ne l'enrayait pas :

***Quand on décide de mettre sur la table 360 milliards d'euros, dont 40 milliards de dépenses, pour sauver le système bancaire face à la crise, quand on prend ainsi des engagements dont on ignore le coût à terme, ne serait-il pas légitime de s'interroger sur les coupes claires que l'on fait subir aux services publics comme aux dépenses sociales ?***

***A un moment où cette crise touche l'économie dite « réelle » avec une récession désormais indiscutable et un chômage qui s'envole, avec une hausse des prix qui dès cet été a entravé la consommation, peut-on se permettre de refuser d'investir dans les services publics qui sont pour un pays comme le nôtre autant d'éléments d'attractivité ? Peut-on ne pas tout faire pour assurer l'accès de tous les jeunes à des qualifications reconnues ? Peut-on accepter que l'Etat « dégraisse » massivement et condamne au chômage ou aux emplois précaires des dizaines de milliers de jeunes supplémentaires ? Négliger le levier que constituent les salaires d'environ 5 millions d'agents des services publics ?***

***En réalité cette crise financière montre bien que les valeurs de l'intérêt général et du service public auxquelles la population est attachée, doivent l'emporter sur l'appât du gain et la satisfaction des intérêts de quelques uns. Et c'est cette idée qui nous guide et continuera de nous guider.***

Ce que propose le président de la République va à l'opposé de ces nécessités absolues. Il continue à démanteler le code du travail, faire travailler le dimanche, il profère de nouvelles menaces contre les chômeurs, il développe la précarité, il « améliore l'employabilité de chacun » en diminuant la couverture du chômage et en cassant l'ANPE, il casse le logement social, il casse le service public de santé.

Non seulement les salariés ont déjà largement payé pour que les riches amassent les milliers de milliards qui jouent à cache-cache, non seulement ils risquent de payer l'argent « prêté » aux banques, pendant des années et des années, mais encore on les accable encore plus immédiatement, on les traque et on les matraque quand ils protestent. C'est d'une violence inacceptable. C'est d'une courte vue stupide, c'est d'une bêtise économique lamentable.

Au niveau mondial, l'accord de la CSI et de la CES sur la flexicurité montre une nouvelle fois que ce chemin n'était pas le bon pour défendre les salariés.

L'évolution rapide de la situation, l'abandon du dogme libéral pour sauver les meubles, la nécessité dans laquelle les dirigeants des pays et des économies vont se trouver d'alimenter ces tourbillons financiers, tout cela va conduire notre pays dans des contradictions qui ne pourront que se résoudre, ou par la violence d'Etat, ou par un éveil démocratique des salariés qui imposent une orientation complètement différente, et favorable à l'immense majorité du peuple.

Rappelons-nous l'exigence du conseil national de la Résistance : un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale.

La grande évolution du syndicalisme français, annoncée par la loi sur le dialogue social et la représentativité syndicale, pourrait bien se faire un peu plus rapidement. Il faut que cette évolution soit maîtrisée par le syndicalisme de transformation sociale, ce qui semble une évidence en cette période bouleversée, mais ce qui est probablement la plus grande crainte du pouvoir.

Plus que jamais, la nécessité d'expliquer, de rassembler, de faire s'exprimer les revendications les plus profondes des salariés et des usagers, alliés des usagers des services publics, s'impose. Sans querelle parasite, sans coups bas, sans manœuvre volontaire ou involontaire : Unitaires.

U&A FSU 64, le 30 octobre 2008



*Dire qu'on veut répandre les richesses, ça sort directement de la bouche de Karl Marx. (Joe le Plombier)*